

Article du ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie Sergueï Lavrov pour le Centre d'information multimédia Izvestia

Ambassade de la Fédération de Russie en Algérie • July 18, 2022



Les forces armées russes et les milices des Républiques populaires de Donetsk (RPD) et de Lougansk (RPL) remplissent sûrement leurs missions dans le cadre de l'opération militaire spéciale en faisant cesser la discrimination scandaleuse et le génocide des Russes et éradiquant les menaces directes à la sécurité de la Fédération de Russie créées pendant des années par les États-Unis et leurs satellites sur le territoire de l'Ukraine. Essuyant une défaite sur le champ de bataille, le régime de Kiev et ses parrains occidentaux n'hésitent pas à organiser des mises en scène "sur le sang" afin de diaboliser notre pays dans l'opinion publique internationale. Il y a déjà eu Boutcha, Marioupol, Kramatorsk, Krementchoug. Le ministère russe de la Défense avertit régulièrement avec des faits de la préparation de nouvelles mises en scène.

Les mises en scène provocatrices organisées par l'Occident et ses suppôts ont une signature qu'on reconnaît. Et elles ont commencé bien avant l'Ukraine.

1999, région serbe du Kosovo-et-Métochie, village de Racak. Un groupe d'inspecteurs de l'OSCE arrive sur le lieu de découverte de plusieurs dizaines de corps portant des vêtements civils. Le chef de la mission annonce immédiatement, sans mener d'enquête, un acte de génocide, alors que des conclusions de ce genre ne relèvent pas du mandat du fonctionnaire international. L'Otan entame tout de suite une agression armée contre la Yougoslavie en détruisant sciemment le centre télévisuel, des ponts, des trains de passagers et d'autres sites civils. Par la suite, il s'avère qu'il ne s'agissait pas de corps de civils, mais de combattants de l'Armée de libération du Kosovo déguisés en civils. Cependant, la mise en scène avait déjà servi de prétexte pour le premier usage de la force contre un État membre de l'OSCE depuis la signature en 1975 de l'Acte final d'Helsinki. À noter que c'est l'Américain William Walker qui était chef de la mission de l'OSCE dont la déclaration a servi de "détente" pour déclencher les bombardements. L'agression a eu pour résultat principal le détachement forcé du Kosovo de la Serbie et l'installation de la plus grande base américaine Bondsteel dans les Balkans.

2003, la prestation tristement célèbre du secrétaire d'État Colin Powell au Conseil de sécurité des Nations unies avec une fiole contenant une poudre blanche qu'il avait présenté comme des spores d'anthrax soi-disant fabriqué en Irak. Et une nouvelle fois la mise en scène avait porté ses fruits: les Anglo-Saxons et leurs alliés ont bombardé l'Irak, qui n'arrive toujours pas à rétablir sa structure étatique. Le fake a été rapidement percé à jour: tout le monde a reconnu qu'il n'y avait pas d'armes biologiques ni de destruction massive en Irak. Par la suite, l'un des instigateurs de l'agression, le premier ministre britannique Tony Blair, a reconnu le fake en disant que c'était une erreur, cela peut arriver à tout le monde. Alors que Colin Powell se justifiait plus tard en disant qu'il avait été trahi par les renseignements. Quoi qu'il en soit, une nouvelle provocation avait servi de prétexte pour mettre en œuvre leur plan de destruction d'un pays souverain.

2011, la Libye. Il y avait une dramaturgie spécifique. Cela n'est pas allé jusqu'à un mensonge direct, comme au Kosovo ou en Irak, mais l'Otan avait grossièrement déformé une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies. Cette résolution établissait une zone d'exclusion aérienne en Libye pour maintenir au sol l'aviation militaire de Mouammar Kadhafi. Et elle ne décollait pas. Cependant, l'Otan a

commencé à simplement bombarder les unités de l'armée libyenne qui luttait contre les terroristes. Mouammar Kadhafi a été cruellement tué, il n'en reste rien de la Libye, on tente à ce jour de la recoller, sachant que ce processus est supervisé une nouvelle fois par une représentante américaine nommée par une décision personnelle du Secrétaire général de l'ONU sans aucune consultation avec le Conseil de sécurité. Dans le cadre de ce processus, les collègues occidentaux ont mis en scène plusieurs fois des accords interlibyens sur des élections qui ne menaient à rien. La Libye demeure un territoire où sévissent des groupes armés illégaux. La plupart d'entre eux collaborent étroitement avec l'Occident.

Février 2014, l'Ukraine. L'Occident en la personne des ministres des Affaires étrangères de l'Allemagne, de la France et de la Pologne forcent le président Viktor Ianoukovitch à signer avec l'opposition un accord pour cesser la confrontation et régler pacifiquement la crise ukrainienne en créant un gouvernement intérimaire d'union nationale et en organisant en l'espace de quelques mois des élections anticipées. Mais c'était une mise en scène: le lendemain matin l'opposition a organisé un coup d'État sous des slogans russophobes et racistes, les garants occidentaux des accords n'avaient même pas tenté de les raisonner. Plus encore, ils ont immédiatement commencé à encourager les putschistes dans leur politique antirusse, le déclenchement d'une guerre contre leur propre population, le bombardement des villes du Donbass seulement parce que sa population avait refusé de reconnaître le coup d'État anticonstitutionnel. Les habitants du Donbass ont été proclamés pour cela "terroristes", encore une fois avec l'encouragement de l'Occident.

Il est à noter que l'assassinat de manifestants sur le Maïdan, dont l'Occident accusait tantôt les forces de l'ordre loyales envers Viktor Ianoukovitch, tantôt les renseignements russes, était également une mise en scène. En réalité, la provocation a été organisée par des radicaux de l'opposition qui collaboraient étroitement avec les renseignements occidentaux. Les faits ont rapidement fait surface, mais la mise en scène avait déjà rempli son rôle.

Lorsque la guerre dans le Donbass a été stoppée, les efforts de la Russie, de l'Allemagne et de la France ont permis de signer en février 2015 entre Kiev, Donetsk et Lougansk les Accords de Minsk, sachant que cette fois également Berlin et Paris étaient actifs en se proclamant fièrement garants de ces accords. Cependant, pendant

les sept longues années qui ont suivi ils n'ont pas bougé le petit doigt pour forcer Kiev, comme l'exigeaient directement les Accords de Minsk approuvés à l'unanimité par le Conseil de sécurité des Nations unies, à entamer un dialogue direct avec les représentants du Donbass pour se mettre d'accord sur le statut particulier, l'amnistie, le rétablissement des liens économiques et l'organisation des élections. Les dirigeants occidentaux gardaient également le silence quand, sous la présidence de Piotr Porochenko et Vladimir Zelenski, Kiev entreprenait des démarches directement contraires aux Accords de Minsk. De plus, les Allemands et les Français déclaraient que le dialogue direct entre Kiev et les républiques du Donbass était impossible, rejetant toute la responsabilité sur la Russie, alors qu'elle n'est jamais mentionnée dans les documents de Minsk et toutes ces années elle était la seule à insister sur leur mise en œuvre.

Si quelqu'un doutait que les Accords de Minsk était une nouvelle mise en scène, ces doutes ont été dissipés par Piotr Porochenko, qui a déclaré le 17 juin 2022: "Les Accords de Minsk ne signifiaient rien pour nous, nous n'avions pas l'intention de les appliquer... notre objectif était d'écarter la menace... de gagner du temps pour relancer l'économie et développer la puissance de l'armée ukrainienne. L'objectif a été atteint. Les Accords de Minsk ont rempli leur objectif." Le peuple ukrainien continue de payer le prix de cette mise en scène, lequel l'Occident forçait pendant des années à se résigner à une vie sous le joug d'un régime néonazi russophile. Et quand aujourd'hui Olaf Scholz exige de forcer la Russie à accepter un accord sur des garanties d'intégrité territoriale et de sécurité pour l'Ukraine, ses efforts sont vains. Un tel accord existe déjà, ce sont les Accords de Minsk que Berlin et Paris ont précisément enterrés en défendant Kiev qui a ouvertement renoncé à les remplir. Par conséquent, la mise en scène est terminée, "finita la commedia".

D'ailleurs, Vladimir Zelenski est un digne héritier de Piotr Porochenko, devant lequel pendant un rassemblement de campagne début 2019 il était prêt de manière théâtrale à se mettre à genoux pour faire cesser la guerre.

En décembre de la même année, il avait l'opportunité de mettre en œuvre les Accords de Minsk: un sommet au format Normandie s'est tenu à Paris où il s'est engagé dans une déclaration au plus haut niveau à régler les questions relatives au statut particulier du Donbass. Bien évidemment, il n'a rien fait, alors que Berlin et Paris ont

une nouvelle fois pris sa défense. Ce nouveau document médiatisé n'était rien de plus qu'une mise en scène ukraino-occidentale, selon la même logique que Piotr Porochenko, afin de gagner du temps pour alimenter en armes le régime de Kiev.

Il y a eu aussi la Syrie. Après la réalisation d'un accord intermédiaire de 2013 sur la destruction des armes chimiques syriennes confirmée par l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), ce qui lui a valu le prix Nobel de la paix, des provocations scandaleuses ont été organisées par des mises en scène d'utilisation d'armes chimiques à Khan-Cheikhoun et à Douma, banlieue de Damas. Des vidéos ont été diffusées avec des gens se faisant appeler "casques blancs" (se proclamant organisation humanitaire mais qui n'ont jamais fait leur apparition sur le territoire contrôlé par le gouvernement syrien) apportant une aide aux habitants soi-disant empoisonnés, sachant que personne ne porte de combinaison ni utilise des moyens de protection. Toutes les tentatives de forcer le Secrétariat technique à remplir ses fonctions et à assurer, conformément à la Convention sur l'interdiction des armes chimiques (CIAC), une enquête transparente sur les incidents ont échoué. Ce qui n'est pas étonnant: cela fait longtemps que le Secrétariat technique est "privatisé" par les pays occidentaux dont les représentants y occupent des postes clés. Ce sont eux qui ont prêté main forte à l'organisation des mises en scène mentionnées pour les utiliser comme un prétexte afin que les États-Unis, le Royaume-Uni et la France lancent des frappes contre la Syrie, et ce à la veille de l'arrivée, à notre exigence, d'un groupe d'inspecteurs de l'OIAC pour enquêter sur les incidents, à l'envoi desquels l'Occident s'opposait désespérément.

Les capacités de l'Occident et du Secrétariat technique de l'OIAC jouant le rôle de sbire d'organiser des mises en scène se sont également manifestées dans les "empoisonnements" des Skripal et d'Alexeï Navalny. Dans les deux cas, de nombreuses requêtes officielles de la Russie envoyées à La Haye, à Londres, à Berlin, à Paris et à Stockholm restent sans réponse, alors que ces requêtes sont formulées en parfaite conformité avec les exigences de la CIAC et il faut y répondre.

De la même manière qu'il faut répondre aux questions relatives à l'activité cachée menée en Ukraine par le Pentagone (via son Agence pour la réduction des menaces DTRA). Les "découvertes" faites par les forces de l'opération militaire spéciale dans les laboratoires biologiques militaires sur les territoires libérés du Donbass et attenants

témoignent clairement des violations directes de la Convention sur l'interdiction des armes biologiques (CABT). Nous avons présenté ces documents à Washington et au Conseil de sécurité des Nations unies. La procédure d'obtention des explications en conformité avec la CABT a commencé. Malgré les faits, l'administration américaine tente de se justifier en déclarant que toutes les recherches biologiques en Ukraine étaient purement pacifiques et civiles. Sans aucune preuve de cela.

Sur un plan plus large, l'activité biologique militaire du Pentagone à travers le monde, notamment dans l'espace postsoviétique, nécessite une attention particulière au vu des faits décuplés d'organisation d'expériences criminelles avec des pathogènes très dangereux afin de créer une arme biologique en les faisant passer pour des expériences "pacifiques".

Les mises en scène des "crimes" de la milice du Donbass et des forces armées russes ont déjà été mentionnées. Un simple fait témoigne du prix de ces accusations: en montrant au monde entier la "tragédie de Boutcha" début avril 2022 (on soupçonne que les Anglo-Saxons sont impliqués dans la décoration de la mise en scène), l'Occident et Kiev ne répondent toujours pas aux questions élémentaires pour savoir si les noms des victimes ont été établis et quels sont les résultats des autopsies. Comme dans les cas des Skripal et de Navalny décrit ci-dessus, la "première" propagandiste de la mise en scène a déjà eu lieu dans les médias occidentaux, et maintenant ils noient le poisson et refusent de répondre parce qu'il n'y a rien à dire.

C'est tout le sens de l'algorithme de la politique occidentale: concocter une infox, attiser son ampleur jusqu'à une catastrophe planétaire pendant deux ou trois jours, en bloquant l'accès de la population aux informations et avis alternatifs, et quand les faits font surface, ils sont simplement ignorés, dans le meilleur des cas ils sont mentionnés dans les derniers fils d'actualité en caractères réduits. Il faut savoir que ce ne sont pas jouets inoffensifs dans une guerre médiatique, car de telles mises en scène servent directement de prétexte pour des actions tout à fait matérielles: punir les pays "accusés" par des sanctions, commettre contre eux des agressions barbares avec des centaines de milliers de victimes civiles, comme ce fut le cas notamment en Irak et en Libye. Ou, comme dans le cas de l'Ukraine, pour l'utiliser comme un consommable dans la guerre de l'Occident contre la Russie. Sachant que les instructeurs et les pointeurs de l'Otan, de toute évidence, dirigent déjà les actions de l'armée

ukrainienne et des bataillons nationalistes directement sur le terrain. J'espère que parmi les Européens il reste encore des politiques responsables qui ont conscience des conséquences que cela pourrait provoquer. À cet égard, à noter que personne dans l'Otan ou l'UE n'a remis à sa place le commandant de l'armée de l'air allemande, un certain Ingo Gerhartz, qui a parlé de la nécessité de se préparer à l'usage de l'arme nucléaire en ajoutant: "Poutine, ne nous provoque pas." Le silence de l'Europe fait penser qu'elle oublie avec complaisance le rôle de l'Allemagne dans son histoire.

En regardant les évènements actuels à travers le prisme historique, toute la crise ukrainienne se présente comme un "grand jeu" selon un scénario promu à une époque par Zbigniew Brzezinski. Les discussions sur les bonnes relations, sur la disposition de l'Occident à tenir compte des droits et des intérêts des Russes qui se sont retrouvés après l'effondrement de l'URSS en Ukraine indépendante et dans d'autres pays postsoviétiques n'étaient rien d'autre qu'une mise en scène. Au début des années 2000 déjà, Washington et l'UE ont commencé à exiger ouvertement de Kiev de décider s'il était avec l'Occident ou avec la Russie.

Depuis 2014, l'Occident dirige inconditionnellement le régime russophobe qu'il a mené au pouvoir par un coup d'État. La sortie de Vladimir Zelenski sur l'avant-scène de tout forum international fait également partie de la mise en scène. Il prononce des discours pathétiques, mais quand il propose soudainement quelque chose de raisonnable, il se fait taper sur les doigts, comme ce fut le cas après les négociations russo-ukrainiennes à Istanbul: fin mars, on semblait voir une lueur dans le dialogue, mais Kiev a été forcé à faire marche arrière en utilisant la mise en scène flagrante de Boutcha. Washington, Londres et Bruxelles ont commencé à exiger de Kiev de ne pas entamer des négociations avec la Russie tant que l'Ukraine n'obtiendrait pas un avantage militaire total (avec un effort particulier de l'ancien premier ministre britannique Boris Johnson, et avec lui d'autres politiques occidentaux encore au pouvoir mais qui ont déjà fait preuve d'une telle inadéquation).

Alors que la déclaration du chef de la diplomatie européenne Josep Borrell que le conflit doit se terminer par une "victoire de Kiev sur le champ de bataille" prête à penser que l'instrument tel que la diplomatie perd son sens dans le "jeu de scène" de l'UE.

Dans un sens plus large, il est intéressant de voir que l'Europe "déployée" par

Washington sur le front antirusse souffre plus que les autres des sanctions irréflechies, épuise ses arsenaux en livrant des armes à Kiev (sans demander de rendre des comptes pour savoir qui les contrôlent et où elles vont), en libérant son marché pour acheter des armes américaines et du GNL américain coûteux au lieu du gaz russe abordable. De telles tendances couplées à la fusion pratique de l'UE avec l'Otan font des discussions sur "l'autonomie stratégique" de l'UE rien d'autre qu'un spectacle. Tout le monde a déjà compris: la politique étrangère de l'Occident collectif, c'est un "one-man show". Sachant qu'elle conduit systématiquement à la recherche de nouveaux théâtres d'opérations.

L'octroi à l'Ukraine et à la Moldavie (à laquelle on réserve également un sort peu enviable) du statut de pays candidat éternel à l'UE fait également partie du gambit géopolitique contre la Russie. Pour l'instant, on fait la publicité de la "communauté politique européenne" initiée par le Président français Emmanuel Macron, où il n'y aura aucun bienfait financier et économique particulier, en revanche on exigera une solidarité totale avec l'UE dans ses actions antirusses. Ce n'est plus le principe de "l'un ou l'autre", mais "qui n'est pas avec nous est contre nous". Emmanuel Macron a expliqué quelle était cette "communauté": l'UE invitera tous les pays européens "de l'Islande à l'Ukraine" à la rejoindre, mais pas la Russie. Je tiens à préciser tout de suite que nous n'y aspirons pas, mais la déclaration en soi est révélatrice en dévoilant le fond de cette nouvelle initiative préalablement conflictuelle orientée sur la division.

L'Ukraine, la Moldavie et d'autres pays courtisés actuellement par l'UE sont voués à rester figurants dans les jeux de l'Occident. Les États-Unis en tant que réalisateur en chef de ces mises en scène commandent la musique et le sujet pour écrire le scénario antirusse en Europe. Les acteurs sont prêts, ils ont des compétences acquises encore au studio Kvartal 95, ils pourront lire des textes pathétiques tout aussi bien que Greta Thunberg, un peu oubliée, et même jouer d'un instrument de musique s'il le faut. Les acteurs sont bons: souvenez-vous la conviction avec laquelle Vladimir Zelenski a joué le démocrate dans la série Serviteur du peuple, un combattant contre la corruption, contre la discrimination des Russes et dans l'ensemble pour "tout le meilleur".

Souvenez-vous et comparez sa transformation immédiate au poste de président: l'interdiction de la langue, de l'éducation, des médias et de la culture russes. "Si vous vous sentez Russes, alors pour le bien de vos enfants et petits-enfants partez vivre en

Russie." Un bon conseil. Il a qualifié les habitants du Donbass non pas d'individus mais de "spécimens". Quant au bataillon nazi Azov, il a déclaré: "Ils sont tels qu'ils sont. Nous en avons beaucoup comme eux." Même CNN n'a pas osé laisser cette phrase dans son interview.

D'où la question: quel sera le dénouement de toutes ces lignes du sujet. Car en réalité les mises en scène sur le sang et la douleur des gens est loin d'être un amusement, mais la manifestation d'une politique cynique de création d'une nouvelle réalité où l'on cherche à remplacer tous les principes de la Charte de l'ONU et les normes du droit international par un "ordre" fondé sur ses propres "règles" dans l'aspiration à préserver la domination dans les affaires mondiales qui échappe.

Les conséquences les plus destructrices pour les relations internationales contemporaines ont été causées par les jeux organisés par l'Occident à l'OSCE à la suite de la fin de la guerre froide où il s'est considéré comme vainqueur. En transgressant rapidement ses promesses faites à l'URSS et à la Russie sur la non-expansion de l'Otan vers l'est, les États-Unis et leurs alliés déclaraient néanmoins leur attachement à la construction d'un espace commun de sécurité et de coopération dans la région euro-atlantique et avec tous les membres de l'OSCE ils se sont solennellement engagés au sommet, en 1999 et en 2010, à garantir une sécurité égale et indivisible où personne ne renforcera sa sécurité au détriment de celle des autres et aucune organisation ne revendiquera un rôle dominant en Europe. Il s'est rapidement avéré que l'Otan ne tient pas sa parole en mettant le cap sur la domination de l'Alliance. Mais nous avons quand même poursuivi des efforts diplomatiques leur proposant de consigner le fameux principe de sécurité égale et indivisible cette fois dans un traité juridiquement contraignant. Nous l'avons proposé plusieurs fois, la dernière étant en décembre 2021. La réponse fut un refus catégorique. Ils ont dit ouvertement: il n'y aura aucune garantie juridique en dehors de l'Otan. Autrement dit, le soutien par l'Occident de documents politiques adoptés aux sommets de l'OSCE n'était qu'une mise en scène. Et à présent l'Otan menée par les États-Unis est allée encore plus loin: elle exige la soumission non seulement dans la région euro-atlantique, mais également dans toute la région Asie-Pacifique. L'Otan ne cache pas qui est principalement visé par ses menaces, et le gouvernement chinois a déjà condamné de telles ambitions néocoloniales. Pékin y a opposé le principe mentionné

d'indivisibilité de la sécurité, se prononçant pour son application cette fois au niveau mondial pour que personne au monde ne revendique son exclusivité. Cette approche coïncide parfaitement avec la position de la Russie. Nous la défendrons systématiquement avec nos alliés, partenaires stratégiques et bien d'autres partisans des mêmes idées.

L'Occident collectif devrait revenir sur terre du monde d'illusions. Les mises en scène ne fonctionneront pas, autant qu'elles ne durent. Il est temps de jouer honnêtement en s'appuyant sur le droit international. Plus tôt tout le monde comprendra l'absence d'alternatives aux processus historiques objectifs de formation d'un monde multipolaire basé sur le respect du principe de l'égalité souveraine des États, qui est fondamental pour la Charte de l'ONU et tout l'ordre mondial, mieux ce sera.

Et si les membres de l'alliance occidentale ne savent pas vivre selon ce principe, s'ils ne sont pas prêts à construire une architecture véritablement universelle de sécurité égale et de coopération, alors qu'ils laissent les autres en paix, qu'ils cessent de pousser par la force dans leur camp avec des menaces et du chantage ceux qui veulent vivre de leur propre gré, qu'ils reconnaissent en action le droit à la liberté de choisir pour les pays autonomes qui se respectent. C'est ça la démocratie en réalité et non jouée sur des planches politiques tordues.